

BUDGET PLURIANNUEL ET PLAN CAMPUS**Dès 2009, des coupes sombres dans l'emploi scientifique**

450 emplois supprimés dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Le gouvernement tourne le dos aux objectifs qu'il prétend afficher.

Comment améliorer l'accueil, le suivi pédagogique des étudiants, avec moins d'enseignants ? Comment permettre aux chercheurs d'être plus actifs dans leur domaine de recherche ? Comment ouvrir plus de services (bibliothèques, laboratoires, etc.) aux chercheurs et aux étudiants ?

Le SNESUP condamne ces orientations qui :

1. augmentent encore les allègements d'impôts aux entreprises sous la forme du crédit impôt-recherche (CIR),
2. organisent le dispositif partenariat public-privé (PPP) du plan "campus", voire valorisent (faut-il entendre vendent ?) le patrimoine universitaire.
3. limitent les ambitions à une modeste augmentation de 3 % (juste l'inflation) des crédits budgétaires largement consommés par l'augmentation des dépenses d'énergie.

Plan Campus :**des besoins réels, alibi à une restructuration en profondeur du paysage universitaire**

Quarante six projets avaient été déposés dans des délais très courts et un cadre inhabituel : preuve des problèmes et des besoins en termes d'aménagements immobiliers des universités. Le Ministère a annoncé que seraient retenus dans le cadre de la deuxième vague de l' "Opération campus" les projets d'Aix-Marseille, Condorcet (Aubervilliers), Saclay et un projet, à retravailler, dans Paris intra-muros. Rien ne précise si le contenu de chacun des projets est accepté dans son ensemble ou si des tris seront faits, notamment en matière de rénovation des bâtiments ou de vie étudiante. Le SNESUP conteste la méthode qui exclut les instances élues de toute responsabilité dans la définition des projets et des choix. Ceux-ci apparaissent politiciens.

Pour l'ensemble des deux vagues, au-delà d'opérations de BTP et d'infrastructures permettant de fructueux bénéfices à quelques grosses sociétés, l'ensemble des projets retenus conduit à des restructurations profondes du tissu universitaire. Ainsi, à Aix-Marseille comme pour la plupart des projets de la première vague, la fusion des trois universités à brève échéance sous-tend clairement le projet. Dans le cas du Plateau de Saclay ou d'Aubervilliers, il s'agit du regroupement de parties d'université avec d'autres établissements publics ou privés, des organismes de recherche, ce qui risque de conduire à l'éclatement des universités via la création d'établissements gérés sur le mode du privé.

Le pilotage par le gouvernement de cette opération apparaît clairement dans le projet attendu pour Paris intra-muros, qui ne sera attribué qu'après la mission d'audit chargée d'envisager « le regroupement des localisations universitaires sur un nombre de sites plus concentré », c'est-à-dire à terme des fusions-restructurations.

Le mode de financement de cette opération (Partenariat Public Privé) est un moyen de masquer l'endettement de l'Etat, qui dessaisit la puissance publique de la maîtrise d'ouvrage et qui condamne les générations futures à payer.

Oui, les universités ont besoin d'un plan campus, mais pas celui-ci qui exclut nombre d'entre elles. Elles ont besoin d'un budget ambitieux et de créations d'emplois. En particulier, il faut un financement public pour l'ensemble des établissements, qui permette la mise aux normes de l'ancien patrimoine, la construction de nouveaux bâtiments pour répondre aux exigences de l'enseignement, la recherche et la vie sociale, pour les personnels et les étudiants sur tous les campus.